

Patrick Artus et Marie-Paule Virard

Comment
nous avons ruiné
nos enfants



La Découverte

9 bis, rue Abel-Hovelacque
75013 Paris

ISBN 10 : 2-7071-4946-2
ISBN 13 : 978-2-7071-4946-6

En application des articles L. 122-10 à L. 122-12 du Code de la propriété intellectuelle, toute reproduction à usage collectif par photocopie, intégralement ou partiellement, du présent ouvrage est interdite sans autorisation du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris). Toute autre forme de reproduction, intégrale ou partielle, est également interdite sans autorisation de l'éditeur.

Si vous désirez être tenu régulièrement informé de nos parutions, il vous suffit d'envoyer vos nom et adresse aux Éditions La Découverte, 9 bis, rue Abel-Hovelacque, 75013 Paris. Vous recevrez gratuitement notre bulletin trimestriel *À La Découverte*. Vous pouvez également retrouver l'ensemble de notre catalogue et nous contacter sur notre site **www.editionsladedecouverte.fr**.

© Éditions La Découverte, Paris, 2006.

Prologue

Le cauchemar de 2030

Installez-vous confortablement, fermez tranquillement les yeux, relaxez-vous, respirez à fond et laissez votre esprit s'évader vers le futur... Nous sommes en 2030. Maintenant, vous pouvez rouvrir les yeux et observer attentivement ce qui se passe autour de vous. À première vue, rien n'a vraiment changé. Tout (ou presque) semble à la même place. Bien sûr, le monde a continué d'avancer, la modernité aussi. L'essentiel de ce que la technologie nous promettait pour le futur est entré dans la vie quotidienne. Quant à la France, elle est toujours aussi belle. Plus que jamais, on vient du monde entier, et singulièrement d'Asie, où le pouvoir d'achat a explosé, pour admirer ses trésors naturels et architecturaux. Pour s'imprégner de son atmosphère si délicieusement « vieille Europe ». Mais une observation plus attentive révèle plus d'un changement dans les conditions de vie des Français.

D'abord, voilà un pays dont la moyenne d'âge est proche de celle de la ville de Cannes vingt-cinq ans plus tôt. En fait, depuis le début du siècle, les têtes grises n'ont cessé de gagner du terrain sur les têtes blondes ou brunes. Et à l'aube de cette quatrième décennie du siècle, pratiquement un Français sur trois a plus de soixante ans, alors que les jeunes de moins de vingt ans ne sont plus guère qu'un sur cinq. Surtout, c'est un pays dont les habitants, pris dans leur ensemble, vivent sensiblement moins bien que dans les premières années du siècle. Sans même parler de cet âge d'or qu'à l'aube de leurs vingt ans – dans la seconde moitié des années 1960 – les *baby boomers* de l'après-guerre, désormais retraités de longue date (pour ceux, nombreux, qui vivent encore), avaient fini par croire, comme eux, « inoxydable »¹. N'avaient-ils pas inventé la Sécu, la retraite par répartition, l'assurance-chômage et deux ou trois autres éléments constitutifs de ce fameux « modèle social » que la terre entière enviait à la France ?

Mais en cette année 2030, l'âge d'or et son modèle social ne sont déjà plus que de lointains souvenirs. L'oxydation a fait son œuvre. Sournoisement. Ce que l'on présentait déjà au début du siècle s'est bel et bien confirmé : les jeunes de banlieue puis les étudiants qui avaient alors manifesté bruyamment leur malaise et leur désarroi face à la précarisation annoncée ne s'étaient guère trompés. Désormais quarantenaires ou cinquantenaires, ils ont effectivement vécu – y compris les diplômés de l'enseignement supérieur – les affres des changements de carrières, des emplois plus ou moins gratifiants, plus ou

1 Selon le mot de Michel CUCUREL, *La Génération inoxydable*, Grasset, Paris, 1989.

moins précaires, sous la pression constante de la concurrence internationale et au gré des hauts et des bas d'une conjoncture économique restée, la plupart du temps, en demi-teinte. Donnant raison aux prédictions des Cassandres qui annonçaient au tournant du siècle que le vieillissement démographique coûterait bientôt un point de croissance potentielle à l'économie de l'Union européenne, installant celle-ci sur la crête peu flatteuse de 1 % l'an. Aucune réforme sérieuse de l'État n'a en effet été mise en œuvre et le pays n'a pas réussi à remettre de l'argent public là où il fallait, notamment dans l'éducation et la recherche. Année après année, les productions technologiques ont été délocalisées et la France fabrique désormais plus de parfums et de camemberts que de produits à haut contenu technologique, devenus depuis longtemps le quasi-monopole des multinationales chinoises qui dominent l'économie mondiale. Parallèlement, une bonne trentaine des firmes de l'ex-CAC 40 ont délocalisé leur siège social à Bruxelles ou à Luxembourg, pour échapper à la hausse de la pression fiscale.

Pendant toutes ces années, l'« ascenseur social » – autre vestige du bon vieux temps des *baby boomers* – n'a pas vraiment redémarré. En moins de trois décennies, le revenu par tête des Français est tombé à 60 % de celui de leurs voisins allemands. La cinquantaine approchante ou passée, les *baby losers* envisagent l'avenir (et notamment la retraite) avec une certaine appréhension, influencés sans doute par le spectacle de leurs aînés, certes de plus en plus nombreux, mais aussi de plus en plus pauvres, parfois réduits à investir des maisons de retraite surpeuplées. Car, en cette année 2030, les retraités français, qui furent longtemps parmi les Occidentaux les plus favorisés par leur train de vie, voient celui-ci ramené au niveau peu

enviable de leurs voisins britanniques et laminé par le poids des dépenses de santé. Seuls les plus riches s'en sortent, parce qu'ils ont pu multiplier les produits d'épargne performants et les assurances privées de toutes sortes. Voilà un pays où l'éternel retour de l'inflation dévore le pouvoir d'achat des plus modestes, où la « qualité » des emplois laisse de plus en plus à désirer, où l'économie souterraine prospère sans retenue, où les plus entreprenants ou les plus riches filent à l'étranger, persuadés que la situation ne pourra qu'empirer... Un pays où l'insécurité assortie de brusques flambées de violence gagne du terrain, où l'instabilité politique et sociale mine chaque jour un peu plus ce qui reste de cohésion sociale...

Cauchemar outrancier ou anticipation réaliste ? Ce qui n'est aujourd'hui, convenons-en, qu'un scénario catastrophe peut fort bien devenir réalité si nous n'agissons pas. Si nous nous contentons de laisser le pays glisser tranquillement sur la pente sur laquelle il s'est installé, insensiblement, depuis les années 1970. Déjà, les mouvements sociaux qui ont marqué la fin de 2005 et le début 2006 (après l'alerte d'avril 2002 et le « non » au référendum européen du 29 mai 2005) ont révélé une crise profonde. Les jeunes des banlieues se persuadent qu'ils n'ont rien à espérer du système. Les étudiants en faculté que leurs diplômes ne leur garantissent plus l'emploi que leurs parents auraient décroché avec un simple baccalauréat. Les trentenaires que la société est bloquée. Bref, les Français, notamment les jeunes, ont de plus en plus l'intuition que notre pays a sacrifié l'avenir afin de préserver coûte que coûte un modèle social qui profite essentiellement aux *baby boomers*. Comme si cette génération avait, par égoïsme et imprévoyance collective, ruiné l'avenir de ses enfants.

Comment en est-on arrivé là ? Par des politiques publiques inadaptées aux contraintes de l'heure, et qui ont soigneusement négligé d'investir sur l'éducation, la formation, la recherche et l'appareil productif, afin de mettre le pays en situation d'affronter les grands bouleversements du siècle, à commencer par la mondialisation. Des politiques qui se sont révélées impuissantes à enrayer la dégradation de la situation économique et sociale de la France. Ses systèmes de retraite et de protection sociale menacent de ne pas résister au vieillissement. Le chômage de masse perdure – en dépit des effets plus ou moins heureux des plans successifs de traitement social –, avec notamment un niveau particulièrement élevé pour les non-qualifiés. La productivité décline quand le vieillissement démographique exigerait l'inverse. L'industrie perd du terrain dans la compétition internationale, au lieu de profiter d'un contexte mondial plutôt stimulant. L'argent public continue de financer les priorités du passé plutôt que d'investir massivement sur l'éducation et la recherche pour mettre les générations futures en situation de gagner la bataille du savoir.

Quant à la construction européenne, qui devait être notre meilleur atout, elle est en train de devenir notre principal handicap. Par son incapacité à entrer vraiment dans un scénario coopératif et à organiser la consolidation du capitalisme européen comme un des leviers destinés à stimuler la croissance économique du continent. Par son impuissance à peser sur les problèmes du monde aussi. Alors même que, dans un monde où les ressources vont se faire de plus en plus rares, les Européens auraient bien besoin d'une volonté commune pour aller de l'avant et peser sur les événements.

Pour autant, il n'est pas trop tard. Il est encore temps de déjouer le scénario catastrophe qui ruinerait nos enfants (les retraités de 2030) et nos petits-enfants (les actifs de 2030). C'est ce que nous avons voulu exprimer dans cet ouvrage au titre volontairement provocateur : malgré le temps perdu et les contraintes de la mondialisation, il existe des marges de manœuvre, des possibilités de choix politiques. Car autant l'économie française est contrainte par les règles internationales en matière de commerce ou de concurrence, autant elle est libre de ses choix pour tout ce qui touche à l'éducation, à la recherche, au partage des revenus, au développement du tissu industriel ou à la réforme de l'État... Un champ immense où l'action est possible, à condition d'avoir une vision claire de quelques priorités. La mondialisation ne doit pas servir d'alibi à l'immobilisme. Mais être, au contraire, l'aiguillon qui peut permettre à l'économie française de se ressaisir. D'optimiser l'utilisation de ses ressources rares – à commencer par le capital humain et l'argent public – pour les mettre au service d'une croissance forte et durable. À condition de prêter un soin tout particulier aux plus exposés et aux plus fragiles. Un modèle social revisité mais fort constitue le meilleur atout pour préparer l'avenir des générations futures.